

Compte Rendu Conseil Municipal

Séance du 24 juin 2019

Présents

Bruno Loustalet
Yannick Semay
Philippe Guillard
Guy Caplat
Valérie Berger
Suzanne Borrel-Jeantan
Josiane Brignone
Nicolas Zimerli
Christian Julian

L'an deux mil dix-neuf, le vingt-quatre juin à 20 heures 30, le Conseil Municipal, régulièrement convoqué s'est réuni à la Mairie sous la Présidence de Monsieur Bruno LOUSTALET, Maire,

Secrétaire de séance : Josiane BRIGNONE

M le Maire donne lecture du message suivant (qui sera repris en début de chaque séance ou réunion enregistrée) :

Excusés

Jean-Michel Thuot
Audrey Duprat
Sabine Basili

« Mairie de THIL,
Séance du Conseil Municipal
En Mairie de Thil
Le lundi 24 juin 2019 à 20h30
Enregistrement intégral sans pause »

M. le Maire annonce les pouvoirs reçus. Il précise que M. Thuot a bien donné un pouvoir mais ne l'a pas fait de façon nominative. Il ne sera donc pas pris en considération, M. Thuot est donc considéré comme excusé.

Pouvoirs

Marie-Paule Dupuy-Roudel
(Pouvoir à B. Loustalet)
Kamel Mohammadi
(Pouvoir à Y. Semay)
Serge Manié
(Pouvoir à C. Julian)

1. COMPTE RENDU DE LA PRECEDENTE REUNION :

Monsieur le Maire demande à l'Assemblée si elle a des observations à formuler sur le compte-rendu de la séance du 1^{er} avril 2019.

L'assemblée n'ayant pas de remarques, le Compte-Rendu précédent est approuvé.

2. COMMUNAUTÉ DE COMMUNES DE MIRIBEL ET DU PLATEAU

DELIBERATION N° 19.04.01 RELATIVE A LA COMPOSITION DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE DE LA COMMUNAUTE DE COMMUNES DE MIRIBEL ET DU PLATEAU

Rapporteur : Bruno Loustalet

Le Maire rappelle au conseil municipal que la composition de la communauté sera fixée selon les modalités prévues à l'article L.5211-6-1 du CGCT.

Ainsi, la composition du conseil communautaire de la communauté de Miribel et du Plateau pourrait être fixée, à compter du prochain renouvellement général des conseils

municipaux :

- selon un accord local permettant de répartir un nombre total de sièges qui ne peut excéder de plus de 25% la somme des sièges attribués en application de la règle de la proportionnelle à la plus forte moyenne basée sur le tableau de l'article L. 5211-6-1 III et des sièges de « droits » attribués conformément au IV du même article, mais dont la répartition des sièges devra respecter les conditions cumulatives suivantes :
 - être répartis en fonction de la population municipale de chaque commune,
 - chaque commune devra disposer d'au moins un siège,
 - aucune commune ne pourra disposer de plus la moitié des sièges,
 - la part de sièges attribuée à chaque commune ne pourra s'écarter de plus de 20 % de la proportion de sa population dans la population globale des communes membres, sauf à bénéficier de l'une des deux exceptions à cette règle prévues au e) du 2° du I de l'article L.5211-6-1 du CGCT.

Afin de conclure un tel accord local, les communes membres de la communauté doivent approuver une composition du conseil communautaire de la communauté respectant les conditions précitées, par délibérations concordantes. De telles délibérations devront être adoptées au plus tard le 31 août 2019 par la majorité des deux tiers au moins des conseils municipaux des communes membres de la communauté, représentant la moitié de la population totale de la communauté ou l'inverse, cette majorité devant nécessairement comprendre le conseil municipal de la commune dont la population est la plus nombreuse, lorsque celle-ci est supérieure au quart de la population des communes membres de la communauté.

- à défaut d'un tel accord constaté par le Préfet au 31 août 2019, selon la procédure légale [droit commun], le Préfet fixera à 30 sièges [droit commun], le nombre de sièges du conseil communautaire de communauté, qu'il répartira conformément aux dispositions des II, III, IV et V de l'article L.5211-6-1 du CGCT.

Au plus tard au 31 octobre 2019, par arrêté préfectoral, le Préfet fixera la composition du conseil communautaire de la communauté, conformément à l'accord local qui sera conclu, ou, à défaut, conformément à la procédure légale.

Le Maire indique au conseil municipal qu'il a été envisagé lors du Bureau communautaire du 15 mai 2019 de maintenir, entre les communes membres de la communauté l'accord local de 2013, fixant à 31 le nombre de sièges du conseil communautaire de la communauté, réparti, conformément aux principes énoncés au 2°) du I de l'article L. 5211-6-1 du CGCT, de la manière suivante :

	Pop. Municipale 2019	Droit commun	Accord local 2013	Accord local 2019 Nombre de conseillers communautaires titulaires
Miribel	9 742	13	13	13
Beynost	4 557	6	6	6
Saint Maurice de Beynost	3 965	5	5	5
Neyron	2 507	3	3	3
Tramoyes	1 664	2	2	2
Thil	1 072	1	2	2

Total des sièges répartis : 31

Cette répartition permettrait :

- de conserver les équilibres du mandat précédent
- de limiter l'assemblée à un nombre raisonnable de conseillers communautaires en rapport avec les capacités d'accueil de la salle du conseil
- de permettre à THIL de ne pas perdre de siège par rapport à la répartition actuelle
- de dégager par un nombre impair une majorité sans que le Président ait in fine de voix prépondérante.

Il est donc demandé au conseil municipal de bien vouloir, compte tenu de l'ensemble de ces éléments, fixer, en application du I de l'article L. 5211-6-1 du CGCT, le nombre et la répartition des sièges du conseil communautaire de la communauté de Miribel et du Plateau.

Après en avoir délibéré, le Conseil municipal :

- Décide de fixer, à 31 le nombre de sièges du conseil communautaire de la communauté de Miribel et du Plateau, réparti comme suit :

Communes membres de la CCMP	Pop. Municipale 2019	Accord local 2019 Nombre de conseillers communautaires titulaires
Miribel	9 742	13
Beynost	4 557	6
Saint Maurice de Beynost	3 965	5
Neyron	2 507	3
Tramoyes	1 664	2
Thil	1 072	2
TOTAL		31

- Autorise Monsieur le Maire à accomplir tout acte nécessaire à l'exécution de la présente délibération.

Pour extrait certifié conforme au registre des délibérations.

<i>Pour</i>	12
<i>Contre</i>	0
<i>Abstention</i>	0

DELIBERATION N° 19.04.02 RELATIVE A LA CONVENTION DE MISE A DISPOSITION DES OPERATEURS DE VIDEOPROTECTION DU CSUi

M. le Maire explique que la CCMP a recruté deux agents habilités à visionner les images et extraire les images des caméras de vidéoprotection

Rapporteur : Bruno Loustalet

Monsieur le rapporteur rappelle que la CCMP a créé un Centre de Supervision Urbain Intercommunal permettant d'assurer le visionnage et l'enregistrement des images de voie publique provenant des caméras communales. Deux opérateurs de vidéoprotection du grade des adjoints techniques ont été recrutés à temps complet pour assurer le visionnage en temps réel des images et procéder à la relecture et répondre aux réquisitions des forces de police.

A la demande de la Préfecture de l'Ain, et afin d'assurer la sécurité juridique du dispositif, il est demandé expressément que les 2 opérateurs, agents communautaires, soient mis à disposition des communes, et que les maires après agrément du procureur de la République et assermentation devant le Tribunal de Grande Instance (TGI) prennent un arrêté d'affectation dans les fonctions d'Agent de Surveillance de la Voie Publique.

Monsieur le rapporteur présente le projet de convention de mise à disposition.

Il précise notamment:

- que la mise à disposition se limitera aux seules missions relevant du visionnage des images de voie publique des communes au sein du CSUi
- que la mise à disposition n'aura pas d'impact financier pour les communes
- que les opérateurs seront placés sous l'autorité hiérarchique du Maire et opérationnelle de la police municipale ou du responsable de la sécurité ou du Maire.
- que le Président demeurera l'autorité fonctionnelle en charge du fonctionnement général du CSUi

Le conseil municipal, après en avoir délibéré :

- Approuve la convention de mise à disposition telle que présentée
- Autorise le Maire à la signer ainsi que toutes les pièces qui s'y rapportent

Pour extrait certifié conforme au registre des délibérations.

<i>Pour</i>	12
<i>Contre</i>	0
<i>Abstention</i>	0

CONVENTION DE MISE À DISPOSITION DE

Monsieur

dans l'emploi d'opérateur de vidéoprotection
du Centre de Supervision Urbain Intercommunal

La communauté de communes de miribel et du plateau
1820 grande rue
01700 MIRIBEL

Représentée par son Président, Monsieur Pascal PROTIERE, agissant en vertu de la
délibération du Conseil Communautaire en date du

Dénommée "la CCMP"

D'une part,

Et

Les communes d'accueil :

La commune de Miribel

Représentée par son Maire, , agissant en vertu de la délibération du Conseil
Municipal en date du

La commune de Neyron

Représentée par son Maire, , agissant en vertu de la délibération du Conseil
Municipal en date du

La commune de Saint Maurice de Beynost

Représentée par son Maire, , agissant en vertu de la délibération du Conseil
Municipal en date du

La commune de Beynost

Représentée par son Maire, , agissant en vertu de la délibération du Conseil
Municipal en date du

La commune de Thil

Représentée par son Maire, , agissant en vertu de la délibération du Conseil
Municipal en date du

La commune de Tramoyes

Représentée par son Maire, , agissant en vertu de la délibération du Conseil
Municipal en date du

Dénommées « les communes membres »

D'autre part

VU la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 modifiée, portant dispositions statutaires relatives à la Fonction
Publique Territoriale,

VU le décret n° 2008-580 du 18 juin 2008 relatif au régime de la mise à disposition applicable aux collectivités territoriales et aux établissements publics administratifs locaux

VU l'article L.132-14 du Code de Sécurité Intérieur permettant à un EPCI de recruter du personnel en vue de le mettre à disposition de l'ensemble des communes,

CONSIDERANT la création d'un Centre de Supervision Urbain Intercommunal (CSUi)

CONSIDERANT le courrier de la Préfecture de l'Ain en date du 10/04/2019 affirmant la nécessité juridique pour permettre le visionnage des images de voie publique de mettre à disposition des communes les opérateurs,

IL EST CONVENU CE QUI SUIT :

Article 1 – OBJET ET DURÉE DE LA MISE À DISPOSITION

La Communauté de Communes de Miribel et du Plateau met Monsieur [REDACTED] à disposition des communes membres de la CCMP (Miribel, Neyron, Saint Maurice de Beynost, Beynost, Thil et Tramoyes), pour exercer les fonctions d'opérateur de vidéoprotection à compter du 1^{er} juillet 2019, pour une durée de trois ans renouvelables.

Article 2 – CONDITIONS D'EMPLOI

Monsieur [REDACTED], opérateur de vidéoprotection, a pour lieu de travail le Centre de Supervision Urbain Intercommunal de la CCMP sis 1820, grande rue 01700 MIRIBEL. Il a pour mission au sein du CSUi d'assurer le visionnage des images de voie publique issues des caméras des six communes membres de la CCMP et de procéder aux relectures et aux extractions sur réquisitions judiciaires.

Monsieur [REDACTED] n'assurera pas d'autres missions pour les communes que celles en lien direct avec le CSUi.

Pour les seules missions relevant du visionnage des images de voie publique des communes, Monsieur sera placé sous l'autorité hiérarchique du Maire et opérationnelle de la police municipale ou du responsable de la sécurité ou du Maire.

Monsieur [REDACTED] étant mis à disposition des six communes membres de la CCMP sans pouvoir déterminer la quotité de travail propre à chacune, il sera fait application de l'article 6 du décret n° 2008-580 du 18 juin 2008. La CCMP, collectivité d'origine, fixera les conditions de travail de l'agent.

Le Président demeurera l'autorité fonctionnelle en charge du fonctionnement général du CSUi. Il exercera tous les pouvoirs de l'autorité territoriale à l'égard de l'agent, notamment les pouvoirs d'évaluation et le pouvoir disciplinaire.

Article 3 – RÉMUNÉRATION

Versement :

La CCMP versera à Monsieur [REDACTED], la rémunération correspondant à son grade d'origine (traitement de base, indemnité de résidence, supplément familial, indemnités et primes liés à l'emploi).

Remboursement :

Conformément à l'article 61-1 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 modifiée, portant dispositions statutaires relatives à la Fonction Publique Territoriale, la présente mise à disposition ne donnera pas lieu à remboursement.

Article 4 – CONTROLE ET ÉVALUATION DE L'ACTIVITÉ

Un rapport sur la manière de servir de Monsieur [REDACTED] sera établi une fois par an et transmis au Président de la CCMP qui procédera à l'évaluation professionnelle.

Article 5 – FIN DE LA MISE A DISPOSITION

La mise à disposition de Monsieur [REDACTED] peut prendre fin :

- au terme prévu à l'article 1 de la présente convention,
- avant le terme prévu par arrêté de l'autorité territoriale investie du pouvoir de nomination, sur demande de la CCMP, de la commune ou du fonctionnaire après un préavis de 3 mois,
- sans préavis en cas de faute disciplinaire, par accord entre la CCMP et la commune.

Si à la fin de sa mise à disposition Monsieur [REDACTED] ne peut être affecté dans les fonctions qu'il exerçait avant sa mise à disposition, il sera affecté dans des fonctions d'un niveau hiérarchique comparable.

Article 6 – CONTENTIEUX

Tous les litiges pouvant résulter de l'application de la présente convention relèvent de la compétence du Tribunal Administratif de Lyon.

Article 7 – ELECTION DE DOMICILE

Pour l'exécution de la présente convention, les parties font élection de domicile :

- pour la CCMP au 1820, grande rue 01700 MIRIBEL
- en mairie pour les communes membres

La présente convention sera :

- Transmise au Représentant de l'Etat Monsieur le Préfet de l'Ain

Ampliation adressée au :

- Président du Centre de Gestion de l'Ain

Fait à Miribel, le

Collectivité ou Etablissement d'Origine
d'Accueil

Signature

Collectivité ou Etablissement

Signature

3. FINANCES

M. le Maire explique que la commune a touché l'intégralité des 567 700.91 € de la succession Ruault. Pour le moment, les droits de succession n'ont pas encore été calculés. Il explique que cette délibération a pour but d'exonérer la commune des droits de mutation. M. le Maire rappelle que ces sommes sont faites pour le réaménagement des espaces publics, notamment le carrefour de l'Escapade, le carrefour de la Mairie et s'il reste encore de l'argent, les aménagements de voiries.

M. Guillard demande des précisions quant aux espaces publics. M. le Maire répond que cela comprend la place, la future Halle couverte, ou autre. Il est précisé que les bâtiments publics ne font pas partie des aménagements de voirie, ni du réaménagement des espaces publics.

M. Julian précise qu'il s'abstient car il aurait préféré qu'une concertation, via le Thil Tempo ou Texto, soit faite auprès des Thilois.

Mme Semay répond que malgré les nombreuses concertations faites, les Thilois ne répondent jamais, si vraiment il faut les concerter, il faudrait déjà que les Thilois se mobilisent et qu'ils se mobilisent sur tous les sujets.

M. Julian répond que sur le fond, Mme Ruault a passé des congés à Thil, elle a dû être bien accueillie, bien vécue, d'où ce legs. Donc, partant de là, la commune aurait pu demander aux Thilois sur quelle affectation imputer ce legs.

M. le Maire rappelle que le désir d'imputer ce legs aux aménagements des voiries et des espaces publics est bien suite aux ateliers datant de janvier 2018 dans lesquels les Thilois étaient assez nombreux.

M. le Maire précise qu'il y a des études de requalification de voirie qui vont être soumises à la population, il invite les Thilois à venir donner leurs avis sur les propositions qui auront été formulées par Urbi & Orbi en matière d'aménagement et de voirie, que ce soit la rue de la Mairie, la rue du canal, la rue neuve, la rue de l'Eglise, la rue du stade et la rue de la fromagère.

Mme Semay précise que les occasions pour donner leurs avis n'ont pas manqué durant ce mandat et trouve dommage le peu d'investissement des Thilois.

DELIBERATION 19.04.03 : AFFECTATION DU LEGS

Rapporteur : Bruno Loustalet

Monsieur le rapporteur rappelle que la commune est bénéficiaire d'un legs. Il s'agit maintenant de l'affecter.

Monsieur le rapporteur rappelle qu'il existe des régimes de faveurs permettant d'exonérer les dons et legs consentis à des personnes morales de droit public. En effet, conformément au I de l'article 794 du code général des impôts (CGI), les régions, les départements, les communes, leurs établissements publics et les établissements publics hospitaliers sont exonérés de droits de mutation à titre gratuit (DMTG) sur les biens qui leur adviennent par donation ou succession, dès lors qu'ils sont affectés à des activités non lucratives.

A cet égard, le paragraphe n°420 du BOI-ENR-DMTG-10-20-20-20120912 du bulletin officiel des finances publiques –Impôts (BOFIP) précise que lorsqu'une collectivité publique exerce des activités lucratives et des activités non lucratives, la condition tenant à l'affectation des biens donnés ou légués à une activité non lucrative est remplie si la collectivité organise une sectorisation de ses activités et n'inscrit pas le bien au bilan du secteur lucratif.

Par ailleurs, l'article 788 du CGI prévoit, sous certaines conditions, un abattement sur la part nette de tout héritier, donataire ou légataire correspondant aux sommes versées par celui-ci à un organisme mentionné à l'article 794 déjà cité du CGI en emploi des sommes, droits ou valeurs reçus du défunt ; cet abattement s'applique à la double condition que la libéralité soit effectuée, à titre définitif et en pleine propriété dans les six mois du décès d'une part, et que soient jointes à la déclaration de succession des pièces justificatives répondant à un modèle fixé par un arrêté du ministre chargé du budget attestant du montant et de la date de la libéralité ainsi que l'identité des bénéficiaires d'autre part.

Il est proposé d'affecter ce legs :

- Aménagement des voiries et des espaces publics

Le conseil municipal, après en avoir délibéré :

- Approuve l'affectation du legs

<i>Pour</i>	10
<i>Contre</i>	0
<i>Abstention</i>	2

M. le Maire annonce que la commune a reçu un certain nombre d'observations émanant de la Préfecture concernant les votes des budgets. M. le Maire précise sa déception vis-à-vis du travail fourni entre élus et agents pour élaborer ces budgets, que l'appui, aide et conseil auprès de la Trésorerie ont été demandé à plusieurs reprises. Ces budgets ont été soumis en amont auprès de la trésorerie et malgré cela, il existe encore des erreurs de plume – matérielle.

DELIBERATION 19.04.04 : MODIFICATION DE LA DELIBERATION 19.03.03 D'AFFECTATION DU RESULTAT DU BUDGET PRINCIPAL – ERREUR MATERIELLE

Rapporteur : Bruno Loustalet

Monsieur le Rapporteur explique que suite à une erreur matérielle dans la rédaction de la délibération 19.03.03 les montants affectés à la section d'investissement et de fonctionnement sont erronés.

Monsieur le rapporteur rappelle la délibération 19.03.03 :

« Sur proposition de Madame le Rapporteur,

Vu l'avis de la Commission Finances du 28 janvier 2019,

Madame le Rapporteur expose au Conseil Municipal que le résultat de fonctionnement de l'exercice s'élève à 104 118.43 Euros, le résultat des exercices antérieurs s'élève à 343 313.09 Euros et le résultat de fonctionnement cumulé s'élève à 447 431.52 Euros.

Le résultat d'investissement de l'exercice s'élève à - 57 306.58 Euros, le résultat des exercices antérieurs s'élève à 10 771.69 Euros et le résultat d'investissement cumulé s'élève à -46 534.89 Euros

Il convient de procéder à l'affectation de ces résultats.

Après en avoir délibéré,

Le Conseil, décide d'affecter ce résultat comme suit :

. Affectation à l'excédent de fonctionnement reporté F/R 002 : 447 431.52 Euros.

. Affectation au déficit d'investissement reporté: -46 534.89 Euros, »

Il explique que la délibération d'affectation du résultat fait apparaître un déficit d'investissement de 46 534.89 Euros. Par conséquent, l'excédent de fonctionnement ne peut pas être reporté en totalité au 002 « Résultat de fonctionnement reporté ». Il doit être affecté en priorité au besoin de financement de la section investissement.

Il propose de modifier comme suit :

Affectation de l'excédent à la section d'investissement pour un montant de 46 534.89 Euros, à la section de fonctionnement pour un montant de 400 896.63 Euros.

Après en avoir délibéré,

Le Conseil, décide d'affecter ce résultat comme suit :

- . Affectation à l'excédent de fonctionnement reporté F/R 002 : 400 896.63 €uros.
- . Affectation au compte I/R1068: 46 534.89 €uros,

Pour extrait certifié conforme au registre des délibérations

<i>Pour</i>	12
<i>Contre</i>	0
<i>Abstention</i>	0

DELIBERATION 19.04.05 : MODIFICATION DE LA DELIBERATION 19.03.01 D'APPROBATION DU COMPTE ADMINISTRATIF DU BUDGET PRINCIPAL – ERREUR MATERIELLE

Rapporteur : Bruno Loustalet

Monsieur le Rapporteur explique que suite à une erreur matérielle dans la délibération 19.03.01 le report en section de fonctionnement et le report en investissement sont erronés.

En effet, les reports de l'exercice N-1 ne correspondent pas avec les résultats à la clôture de l'exercice 2017 figurant sur le compte de gestion. Sur le document comptable, la section d'investissement présente à la clôture fin 2017 un excédent de 10 771.69 €uros et la section de fonctionnement un excédent de 343 313.09 €uros alors que sur le compte administratif, le report en section de fonctionnement est de 447 431.52 €uros et le report en investissement est nul.

Suite à cette erreur matérielle, Monsieur le rapporteur propose de modifier comme suit :

Report de l'exercice 2017 :

- Report en section de fonctionnement (002) excédentaire de 343 313.09 €uros
- Report en section d'investissement (001) excédentaire de 10 771.69 €uros

Après en avoir délibéré,

Le Conseil, décide de modifier la délibération 19.03.01 comme suit :

- . Report de l'exercice 2017 – Fonctionnement (002) : 343 313.09 €uros.
- . Report de l'exercice 2017 – Investissement (001) : 10 771.69 €uros.

Pour extrait certifié conforme au registre des délibérations

<i>Pour</i>	12
<i>Contre</i>	0
<i>Abstention</i>	0

DECISION MODIFICATIVE N°1 BUDGET PRINCIPAL :

01418 Code INSEE	Commune de THIL Commune	DM 2019
---------------------	----------------------------	---------

EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS DU Conseil Municipal

DECISION MODIFICATIVE N° 1

Virements de crédits

Nombre de membres en exercice
Nombre de membres présents
Nombre de suffrages exprimés
VOTES : Contre Pour
Date de convocation :

Objet :

Désignation	Diminution sur crédits ouverts	Augmentation sur crédits ouverts
D 022 : Dépenses imprévues Fonct	12 238.67 €	
TOTAL D 022 : Dépenses imprévues Fonct	12 238.67 €	
D 023 : Virement section investissement		11 735.00 €
TOTAL D 023 : Virement à la sect^e d'investis.		11 735.00 €
D 1641 : Emprunts en euros		11 735.00 €
TOTAL D 16 : Remboursement d'emprunts		11 735.00 €
D 66111 : Intérêts réglés à l'échéance		503.67 €
TOTAL D 66 : Charges financières		503.67 €
R 021 : Virement de la section de fonct		11 735.00 €
TOTAL R 021 : Virement de la section de fonct.		11 735.00 €

Signataires :

ont signé les membres présents
pour extrait conforme
Le Maire

M. le Maire précise que les crédits ouverts au 66111 « intérêts réglés à l'échéance » et au 1641 « emprunts en euros » sont insuffisants pour rembourser les intérêts et le capital. Le budget principal n'est donc pas voté en équilibre au sens de l'article L.612-4 du CGCT.

Les crédits ouverts en section de fonctionnement au chapitre 022 « Dépenses imprévues » représentent 8.7% des dépenses réelles de la section. Conformément à l'article L.2322-1 du CGCT, le crédit reporté au budget pour dépenses imprévues ne doit pas excéder 7.5% des dépenses réelles prévisionnelles de la section

<i>Pour</i>	12
<i>Contre</i>	0
<i>Abstention</i>	0

DECISION MODIFICATIVE N°1 BUDGET ANNEXE ASSAINISSEMENT :

M. le Maire explique qu'aucun crédit n'est prévu au chapitre 012 « Charges de personnel, frais assimilés ». Or, la nomenclature M4 applicable aux budgets eau et assainissement impose le rattachement au budget de toutes les charges et de tous les produits du service.

Par conséquent, la mise à disposition temporaire de personnel par la commune doit faire l'objet d'une dépense au budget annexe et d'une recette au budget principal.

Pour pouvoir garder l'équilibre de la section exploitation, il conviendra de diminuer le virement à la section investissement à hauteur de 1 000 € et de les imputer sur la ligne 6410 « Dépenses du Personnel ».

En diminuant le virement à la section investissement, il convient de diminuer, sur la section investissement, le virement reçu de la section exploitation de 1 000 €.

01418 Code INSEE	Commune de THIL ASSAINISSEMENT	DM 2019
---------------------	-----------------------------------	---------

EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS DU Conseil Municipal

DECISION MODIFICATIVE N° 1

Virements de crédits

Nombre de membres en exercice
 Nombre de membres présents
 Nombre de suffrages exprimés
 VOTES : Contre Pour
 Date de convocation :

Objet :

Désignation	Diminution sur crédits ouverts	Augmentation sur crédits ouverts
D 6410 : Rémunération du personnel		1 000.00 €
TOTAL D 012 : Charg. pers. et frais assimilés		1 000.00 €
D 023 : Virement à section investis.	1 000.00 €	
TOTAL D 023 : Virement à la sectⁿ d'investis.	1 000.00 €	
D 2315-100 : Etudes et Ingénierie	1 000.00 €	
TOTAL D 23 : Immobilisations en cours	1 000.00 €	
R 021 : Virement section exploitation	1 000.00 €	
TOTAL R 021 : Virement de la section de fonct.	1 000.00 €	

Signataires :

ont signé les membres présents

pour extrait conforme

Le Maire

Pour	12
Contre	0
Abstention	0

4. GROUPEMENT DE COMMANDES

DELIBERATION 19.04.06 : GROUPEMENT DE COMMANDE POUR LA REALISATION DE TRAVAUX DE VOIRIE, RESEAUX DIVERS ET DE SIGNALISATION HORIZONTALE : ÉLECTIONS DES MEMBRES DE LA CAO

Rapporteur : Bruno Loustalet

Monsieur le rapporteur rappelle la délibération n°15.01.05 du 19 janvier 2015 relative au Groupement de commandes voirie Travaux de voirie – Réseaux divers et de Signalisation horizontale organisé par la CCMP agissant en tant que coordonnateur du groupement de commandes des communes adhérentes de l'EPCI.

Le marché arrivant à échéances en juillet 2019, la CCMP relance une consultation en avril prochain afin d'en assurer la continuité. Il convient de désigner par ailleurs un titulaire et un suppléant issu de la Commission d'Appels d'Offres communale pour siéger à la Commission d'Appels d'Offres intercommunale chargée de désigner le titulaire du marché relatif au groupement de commande.

Le Conseil,

Après en avoir délibéré,

- Désigne M. Bruno LOUSTALET, membre de la Commission d'Appel d'offres comme membre titulaire et M. Christian JULIAN, comme membre suppléant à la Commission d'Appel d'offres relative au groupement de commande.

Pour extrait certifié conforme au registre des délibérations

<i>Pour</i>	12
<i>Contre</i>	0
<i>Abstention</i>	0

5. QUESTIONS DIVERSES

M. le Maire informe que l'arrêté portant prescription de la modification simplifiée N°1 du plan local d'urbanisme est signé le 25 juin 2019. M. le Maire annonce la réunion avec les PPA du 2 juillet 2019 en Mairie.

Il donne lecture de cet arrêté.

Il précise que suite à la réunion avec les PPA, une commission urbanisme se tiendra le 06 juillet afin de retranscrire les résultats de cette réunion.

Un compte-rendu sera diffusé à l'ensemble du conseil municipal par la suite.



ARRÊTÉ

Portant prescription de la modification simplifiée n° 1 du plan local d'urbanisme de la commune de THIL

Le maire de THIL,

Vu le code de l'urbanisme et notamment les articles L.153-36, L.153-37 et L.153-45 ;

Vu le schéma de cohérence territoriale BUGEY-COTIERE-PLAINE DE L'AIN approuvé le 26 janvier 2017 ;

Vu le Plan de prévention des risques naturels arrêté le 17 mai 2013 ;

Vu le Plan local d'urbanisme approuvé le 13 novembre 2015, sa révision simplifiée approuvée le 15 février 2017 ;

CONSIDÉRANT qu'en 2018, la commune a mené une concertation auprès des habitants sur l'aménagement du centre-village afin notamment d'adapter l'Orientat[i]on d'aménagement et de programmation n°2 Centre-bourg ; que les récents projets d'habitat sur la commune ont fait émerger le besoin de mieux traduire dans le PLU la prise en compte des modes doux ; que la commune souhaite répartir les logements sociaux prévus sur la parcelle dite « Posnic » (parcelle n°1335) à l'ensemble du secteur de l'OAP n°2, sans modifier le nombre de logements à créer sur le territoire ; qu'enfin il est apparu nécessaire d'apporter certaines corrections ou légères évolutions au règlement du PLU afin de les simplifier ou les homogénéiser.

CONSIDÉRANT que la modification simplifiée envisagée du PLU a plus précisément pour objet de :

- Adapter l'OAP n°2, portant sur le secteur de la Mairie dans le centre-bourg, aux résultats de la concertation et aux évolutions des projets de la Mairie ;
- Intégrer des dispositions en faveur des modes doux dans la partie réglementaire du PLU et notamment créer des emplacements réservés au zonage du PLU, en faveur des liaisons piétonnes ;
- Clarifier certaines dispositions du règlement du PLU suite à l'expérience d'usage après 4 « années de vie » du PLU, c'est-à-dire homogénéiser certaines dispositions entre les différentes zones, simplifier certaines dispositions, simplifier certaines formulations, préciser certaines définitions et formulation pour lever des ambiguïtés ;
- Autoriser, en adéquation avec le PPRI, les remblais nécessaires aux constructions en zone UB correspondant au zonage Bleu foncé du PPRI ;
- Protéger l'alignement de platanes en entrée Nord du bourg ;
- Corriger des erreurs matérielles présentes dans le règlement du PLU.

CONSIDÉRANT que cette modification n'a pas pour conséquence de changer les orientations du plan d'aménagement et de développement durables (PADD), de réduire un espace boisé classé, une zone agricole ou naturelle ou une protection édictée en raison d'un risque de nuisance, de la qualité des sites, des paysages, ou des milieux naturels, ou d'une évolution de nature à induire de graves risques de nuisance ;

CONSIDÉRANT en conséquence, que cette modification n'entre pas dans le champ d'application de la procédure de révision ;

CONSIDÉRANT que cette modification n'a pas pour effet de majorer de plus de 20 % les possibilités de construire résultant, dans la zone, de l'ensemble des règles du plan, de diminuer les possibilités de construire, ou de diminuer la surface d'une zone urbaine ou à urbaniser ;

CONSIDÉRANT en conséquence, que cette modification peut être conduite sous l'empire de la procédure de modification simplifiée ;

CONSIDÉRANT que la procédure de modification simplifiée est menée à l'initiative du maire ;

CONSIDÉRANT que la procédure de modification simplifiée doit être notifiée aux personnes publiques associées mentionnées aux articles L.132-7 et L.132-9 du code de l'urbanisme

CONSIDÉRANT que la procédure de modification simplifiée nécessite la mise à disposition du public du projet de modification simplifiée du PLU pendant une durée de 1 mois au siège de la mairie de THIL.

ARRETE

Article 1 : La procédure de modification simplifiée n°1 du plan local d'urbanisme de la commune de THIL est prescrite

Article 2 : Le projet de modification simplifiée porte sur :

- L'adaptation de l'OAP n°2, portant sur le secteur de la Mairie dans le centre-bourg, aux résultats de la concertation et aux évolutions des projets de la Mairie ;
- L'intégration des dispositions en faveur des modes doux dans la partie réglementaire du PLU et notamment la création des emplacements réservés au zonage du PLU, en faveur des liaisons piétonnes ;
- La clarification de certaines dispositions du règlement du PLU suite à l'expérience d'usage du PLU, c'est-à-dire l'homogénéisation de certaines dispositions entre les différentes zones, la simplification de certaines dispositions ou de certaines formulations, la précision de certaines définitions et formulations pour lever des ambiguïtés ;
- L'autorisation, en conformité avec le PPRI, les remblais nécessaires aux constructions en zone UB correspondant au zonage Bleu foncé du PPRI ;
- La protection de l'alignement de platanes en entrée Nord du bourg ;
- La correction des erreurs matérielles présentes dans le règlement du PLU.

Article 3 : Le dossier de modification simplifiée du PLU sera préparé avec l'assistance du bureau d'études URBI et ORBI, puis notifié au Préfet et aux personnes publiques associées mentionnées aux articles L.132-7 et L.132-9, avant la mise à disposition au public.

Article 4 : Le dossier de modification simplifiée fera l'objet d'une mise à disposition du public selon les modalités qui seront arrêtées par délibération du conseil municipal conformément aux dispositions de l'article L.153-47 du code de l'urbanisme.

Article 5 : Les crédits destinés au financement des dépenses afférentes à la modification du PLU seront inscrits au budget de l'exercice considéré ;

Article 6 : A l'issue de la mise à disposition prévue à l'article 4 ci-dessus, le maire en présentera le bilan au conseil municipal qui en délibérera et adoptera le projet éventuellement amendé pour tenir compte des avis émis et des observations du public, par délibération motivée ;

Article 7 : Le présent arrêté fera l'objet de mesures de publicité définies aux articles R.153-20 à R.153-22. Il sera affiché en mairie pendant le délai d'un mois et la mention de cet affichage sera publiée en caractères apparents dans un journal diffusé dans le département. Une copie du présent arrêté sera adressée à Monsieur le préfet.

A THIL, le 24 juin 2019

Le Maire

Bruno LOUSTALÉE



DÉLAIS ET VOIES DE RECOURS.

Les personnes qui désirent contester la décision peuvent saisir le Tribunal Administratif compétent d'un recours contentieux dans un délai d'un mois. Elles peuvent également saisir le maire d'un recours gracieux. Cette démarche prolonge le délai d'un recours contentieux qui doit alors être introduit dans les deux mois suivant la réponse.

NOTIFICATION ET EXECUTION

Le Maire et ses services sont chargés de l'exécution du présent arrêté. L'arrêté devient exécutoire à compter de sa transmission au préfet dans les conditions définies aux articles L.2131-1 et L.2131-2 du code général des collectivités territoriales.

AVIS

Installations classées



Prefecture de l'Ain
Bureau de l'aménagement,
de l'urbanisme
et des installations classées

INSTALLATIONS CLASSEES POUR LA PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT AVIS D'AUTORISATION

Par arrêté préfectoral du 17 juin 2019, la S.A. MONNET SEVE est autorisée à exploiter une installation de production et de traitement du bois, à Saint-Vulbas - 1550, avenue Charles de Gaulle PPA, au titre du Code de l'environnement - Livre V - Titre 1°.

L'instruction administrative de cette demande d'autorisation a fait notamment l'objet du déroulement d'une enquête publique d'un mois du 29 janvier 2019 au 1° mars 2019 inscrite à la mairie de Saint-Vulbas. Les prescriptions figurant dans l'arrêté préfectoral d'autorisation prédisent les mesures jugées nécessaires pour assurer la prévention des inconvénients ou des dangers que l'installation se soumettrait susceptible d'entraîner.

L'arrêté préfectoral d'autorisation peut être consulté à la préfecture de l'Ain - bureau de l'aménagement, de l'urbanisme et des installations classées ou à la mairie de Saint-Vulbas où une copie a été déposée aux archives municipales. Cet arrêté préfectoral sera également publié sur le site Internet de la Préfecture de l'Ain.

156724960



PREFECTURE DE L'AIN
Bureau de l'aménagement,
de l'urbanisme et des installations
classées

INSTALLATIONS CLASSEES POUR LA PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT AVIS

Par arrêté préfectoral du 13 juin 2019, la SAS CHIMIEREC Centre Est, dont le siège social est situé : 9, ZAC Les Toirpes - 39570 Montmorot, est agréée pour exercer l'activité de ramassage des huiles usagées dans le département de l'Ain pour une durée de 5 ans à compter de la notification de l'arrêté préfectoral.

Cet arrêté peut être consulté à la Préfecture de l'Ain - bureau de l'aménagement, de l'urbanisme et des installations classées. Il sera également publié au recueil des actes administratifs de la Préfecture de l'Ain.

156779580

APPELS D'OFFRES AVIS ADMINISTRATIFS ET ANNONCES LEGALES

Nos services
sont à votre disposition
Confiez-nous
vos formalités

04 72 22 24 25

lprral@leprogres.fr

Plan local d'urbanisme

Commune de Thil (Ain)

PRESCRIPTION DE LA MODIFICATION SIMPLIFIEE N°1 DU PLAN LOCAL D'URBANISME DE LA COMMUNE DE THIL (AIN)

Par arrêté en date du 24 juin 2019, le maire de Thil a décidé de prescrire la modification simplifiée n°1 de plan local d'urbanisme (PLU).

Le projet de modification simplifiée porte sur :

- L'adaptation de l'OA n°2, portant sur le secteur de la Mairie dans le centre-bourg, aux résultats de la concertation et aux évolutions des projets de la Mairie ;
- L'intégration des dispositions se rapportant aux modes d'usage dans la partie réglementaire du PLU et notamment la création des emplacements réservés au zonage du PLU, en faveur des laboratoires ;
- La clarification de certaines dispositions de règlement de PLU suite à l'expérience d'usage de PLU, c'est-à-dire l'homogénéisation de certaines dispositions entre les différentes zones, la simplification de certaines dispositions de certaines formulations, la précision de certaines définitions et formalités pour lever des ambiguïtés ;
- L'autorisation, en conformité avec la PPRP, des remblais nécessaires aux constructions en zone UE correspondant au zonage Bleu foncé du PPRP ;
- La protection de l'alignement de platanes se situant Nord du bourg ;
- La correction des erreurs matérielles présentes dans le règlement du PLU.

Cet arrêté est affiché en mairie pendant un mois à compter du 25 juin 2019. Il est consultable en mairie et en Préfecture de l'Ain.

157366600

VOTRE CONTACT

04 72 22 24 25

lprral@leprogres.fr

VIES DES SOCIÉTÉS

Constitutions de sociétés

JFTL PATRIMOINE

Aux termes d'un acte sous seing privé en date du 19/09/2010 à LA BOISSE, il a été constitué une SCI SARL Civile Immobilière présentant les caractéristiques suivantes : Désignation sociale : JFTL PATRIMOINE

Objet social : La construction, l'acquisition, l'administration, l'exploitation par bail ou autrement de tous immeubles bâtis ou non bâtis

Siège social : 11 Chemin Henri IV - 01120 LA BOISSE Capital social : 100 € Durée : 99 ans à compter de son immatriculation au Registre du Commerce et des Sociétés. Gérants : M. : Sébastien Frédéric MAESTRO Demeurant : 11 Chemin Henri IV - 01120 LA BOISSE Mme : Julia CHEUCLE Demeurant : 11 Chemin Henri IV - 01120 LA BOISSE Immatriculation en cours au RCS de BOURG EN BRESSE.

Pour avis, La Gérance.

903149600

Modifications statutaires

F2C

Formation Chantier Conseil
SARL au capital 8 000 euros
Siège social : 414, rue des Potiers - La Raze
01370 Mollonnas
478 430 268 RCS Bourg-en-Bresse

En l'absence d'opposition, la Gérance a constaté le 28/04/2019 l'augmentation du capital à 60 000 euros puis sa réduction définitive à 51 750 euros, décidée par l'AGE du 15/03/2019.

154701800

INFO SERVICES

L'agenda en ligne de votre association

ANNONCEZ LES RENDEZ-VOUS DE VOTRE ASSOCIATION OU DE VOTRE COMMUNE

DANS **INFO SERVICES**
L'agenda de votre commune sur leprogres.fr



ET DANS LES
PAGES LOCALES
DE VOTRE JOURNAL

Assemblée générale, inscriptions, réservations, réunions, dons de sang, travaux, conseil municipal, etc.



JE VEUX COMMUNIQUER DANS L'AGENDA DE MA COMMUNE.
JE CREE MON COMPTE SUR WWW.LEPROGRES.FR/ORGANISATEURS



N°1
100 pages
SOUSCRIPTION
3 €20

EN VENTE CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX

LE PROGRES **lejournal** **LE BIEN PUBLIC**

Les samedis et dimanches dans LE PROGRES

Retrouvez toutes

LES PETITES ANNONCES IMMO - AUTO EMPLOI - BONNES AFFAIRES - RENCONTRES

Pour passer votre annonce, téléphonez au 04 72 22 27 32 ou connectez-vous sur leprogres.fr

L'Assemblée n'ayant pas d'autres questions, le conseil municipal est clos.

M le Maire donne lecture du message suivant (qui sera repris en fin de chaque séance ou réunion enregistrée) :

« Mairie de THIL,
Fin de la séance du Conseil Municipal
En Mairie de Thil
Le lundi 24 juin 2019 à 21h28.
Stopper l'enregistrement»